



GRAPECA

*Groupe de Recherche et d'Action pour la paix en Ethiopie
et dans la Corne de l'Afrique.*

*Research and Action Group for Peace in Ethiopia and the
Horn of Africa.*

RAGPEHA

GRAPECA

RAPPORT D'ACTIVITE: JANVIER/JUIN 1995

ET PROJET POUR 1996

GRAPECA
Société Générale Paris

*43 Rue Gazan
Gare de l'Est*

Paris XIV
n° 00050380466 - 69

TABLE DES MATIERES

I - INTRODUCTION : LE PROCESSUS DE PAIX DANS L'IMPASSE

- 1. Les dangers d'un régime "plus que totalitaire"**
- 2. Une opposition divisée et en désarroi**
- 3. Un environnement international défavorable**

II - LES ACTIVITES DE GRAPECA (janvier-juin 1995)

- 1. Réalisation de projets prévus dans le plan d'action**
 - a) Création de l'association "Article 21 - Centre pour l'éducation civique en Ethiopie"
 - b) Lancement du mensuel "ADDIS DIGEST"
- 2. Activités liées à la conjoncture politique**
 - a) Réunion de Londres entre responsables de GRAPECA et du CFAPDE
 - b) Elaboration du "MANIFESTE POUR UN NOUVEAU DEPART DEMOCRATIQUE"
 - c) Préparation d'une analyse critique de la nouvelle constitution
- 3. Les problèmes de RADIO SELAM**

III - LES AXES D'ACTION DE GRAPECA POUR L'ANNEE A VENIR

- 1. Restaurer la crédibilité de la voie pacifique**
 - a) Favoriser le dialogue entre les forces démocratiques
 - b) Organiser un colloque à Addis Abeba sur les problèmes que rencontre le processus de paix
- 2. Contre la montée de la haine ethnique : Création de l'Association "Peuples fraternels"**
- 3. Sensibiliser l'opinion internationale**
 - a) Accroître la diffusion d'ADDIS DIGEST
 - b) Organiser un colloque avec quelques ONG européennes
 - c) Entamer une campagne "Pour une diplomatie préventive en Ethiopie".
- 4. Relancer RADIO SELAM**

GRAPECA

Rapport d'activités janvier/juin 1995 et projets d'actions pour 1996

I - Introduction : le processus de paix dans l'impasse

La situation politique en Ethiopie, aujourd'hui caractérisée par l'impasse totale dans laquelle se trouve le processus de paix et les dangers de dérapages vers une situation de violence incontrôlable, a été examinée lors de la rencontre d'animateurs de GRAPECA qui a eu lieu à la fin mai à Bonn (RFA). La réunion a constaté qu'un danger immédiat d'explosion n'existe pas. Il a été néanmoins observé que tous les ingrédients d'une explosion qui pourrait à terme plonger le pays dans un chaos indescriptible étaient en train de se réunir. Les trois principaux facteurs de cette crise profonde ont été décrits et analysés comme suit :

1. Les dangers d'un régime "plus que totalitaire

A l'exception notable des anglo-saxons, beaucoup de gens au sein de la communauté internationale acceptent désormais que le régime qui s'installe dans le pays est "antidémocratique". Ils déplorent l'installation dans le pays d'un régime "à parti unique". Mais lorsqu'on regarde d'un peu plus près les faits et gestes du Front depuis quatre ans, force est de constater que ce qui est en train de s'installer en Ethiopie est un régime totalitaire. En plus des forces armées et de sécurité et le contrôle sans partage sur l'appareil d'Etat (média, administration, etc.), le Front est en train de prendre d'assaut le secteur économique (transport, distribution, industrie, etc.) par le biais d'entreprises "privées" qui sont créées et contrôlées par lui-même. De la même façon, les institutions religieuses, l'édition et les média privés et même les organisations de la société civile sont en train de tomber sous le contrôle du régime.

Cette marche forcée vers un régime totalitaire est d'autant plus dangereuse pour la paix dans le pays qu'elle est entreprise au nom et au bénéfice d'un groupe ethnique minoritaire ; celui des Tigreans non seulement d'Ethiopie mais aussi ceux de l'Erythrée ! Cette prise de contrôle du pays par une élite ethno-nationaliste est faite de façon on ne peut plus ostensible. Il ne s'agit pas là d'un acte gratuit de provocation. Les dirigeants Tigreans cherchent à utiliser la haine anti-tigréenne ainsi entretenue pour maintenir le peuple de cette région

dans un état permanent d'insécurité et pour l'obliger à lier son sort à celui du FPLT. La spirale semble donc en marche. Il devient chaque jour un peu plus difficile de combattre le développement de la haine ethnique en Ethiopie par des discours et constructions théoriques savantes qui cherchent à dissocier le peuple de Tigrai (victime comme tous les autres peuples de la dictature du Front) de la politique menée par le pouvoir.

2. Les dangers d'une opposition divisée et en désarroi

Les divisions de l'opposition ne portent plus sur le seul choix de méthode de lutte contre le régime (i.e.. voie pacifique ou lutte armée). Il y a de plus en plus de divergences sur le problème ethnique. Les tenants de la lutte pacifique (CAFPDE, COEDF, etc.) cherchent à accentuer leur caractère "inter-ethnique" et continuent à préconiser une politique d'unité du pays sur la base d'égalité de toutes les ethnies. Ceux qui mènent (ou préconisent) la lutte armée (FLO, KEFAGN, MEDHIN et la nouvelle organisation créée par ce dernier : l'Alliance National for Democracy and Unity - ANDUE -)cherchent à mobiliser les gens sur la base d'une politique "anti-tigréenne".

Le FLO parle depuis quelques temps du TGE-Tigrean government of Ethiopia. MEDHIN a exclu des Tigreans (notamment le Dr Fisehatsion Mengistu) de son organisation.

D'autres "Fronts patriotiques" interdisent dans leur statut tout Tigrean, ou quelqu'un marié(e) à un/une tigreanne d'être membre de leur organisation....

Dans l'état actuel des choses, le CAFPDE n'a ni les ressources ni la crédibilité pour s'imposer sur la scène politique comme une force d'opposition crédible au régime. La voie pacifique que le conseil préconise a de moins en moins de partisans dans la société. Ses positions sur le problème ethnique sont combattues par les organisations Oromos et Ambara. En plus des ressources financières considérables, ces derniers disposent de programmes radio (Voice of Oromiya pour le FLO et Voix de l'unité éthiopienne pour l'AAPO et, dans une certaine mesure, pour MEDHIN).

En plus de cela, les militants du CAFPDE (notamment ceux de la SEPDC) sont les plus exposés à la répression du régime. Un journal indépendant à Addis Abeba a récemment révélé que la Southern Ethiopia Peoples' Administrative Region (SEPAR) détient le record du nombre de personnes détenues pour des motifs politiques.

Il est clair que la conjugaison de ces divers facteurs (montée d'un régime totalitaire/ethnique, marginalisation des groupes inter-ethniques engagés sur une voie de combat politique pacifique et la coloration de plus en plus ethnique des organisations armées) aura des conséquences désastreuses pour la paix en Ethiopie. Ceci d'autant plus que le contexte international est défavorable aux forces de paix.

3. Un environnement international défavorable

La chute de la dictature de Mengistu - une des premières victimes de la fin de la guerre froide - avait laissé espérer à beaucoup d'Ethiopiens que leur pays allait connaître enfin une ère de paix grâce à un processus de démocratisation soutenu par l'Occident. Le soutien qu'apportent les gouvernements occidentaux les plus impliqués dans la crise éthiopienne - ceux des Etats-Unis et du Royaume Uni notamment - au régime en place et l'indifférence plus ou moins affichée des autres, a complètement anéanti cet espoir. Une désillusion et une déception tellement ressenties en Ethiopie que beaucoup ont l'impression que le pays est en train de vivre la même expérience déjà vécue du temps de l'invasion mussolinienne en 1935.

Les conséquences néfastes pour le processus de paix sont évidentes. Fort du soutien des anglo-saxons et de l'indifférence des autres, le régime peut se permettre une attitude intransigeante dans ses rapports avec l'opposition non armée. Les éléments radicaux au sein de l'opposition sont plus à l'aise dans leur appel aux armes. La lutte armée est présentée comme la seule façon d'obliger le Front à négocier avec l'opposition et d'être "prise au sérieux" par la communauté internationale.

II - Les activités de GRAPECA de janvier à juin 1995

Nous avons prévu de réaliser quatre projets en 1995. Ces projets étaient :

1. création de deux associations légales en Ethiopie, i.e.. Un centre d'éducation civique et l'association "Peuples fraternels"
2. Redémarrage du journal "Messager de la Paix"
3. Poursuite du projet RADIO SELAM
4. Lancement d'un bulletin d'information en anglais (Addis Digest)

Alors que notre situation financière très difficile (à peine 1/10ème du budget prévisionnel obtenu à ce jour) nous a obligé de limiter considérablement nos

ambitions, la conjoncture politique marquée par la fin et l'échec de la période de transition, nous a amené à nous engager dans d'autres activités qui n'étaient pas prévues dans notre plan d'action pour l'année 1995.

1. Les deux réalisations majeures

a) la création de l'association "Article 21 : Centre pour l'Education civique en Ethiopie"

Cette association a vu le jour à la suite d'un colloque tenu à Addis Abeba à la fin mars. Elle est la première des quatre associations que nous entendons créer dans le cadre de la restructuration de GRAPECA décidée l'année dernière. Vu les problèmes financiers et l'impossibilité de maintenir deux structures parallèles, l'antenne de GRAPECA en Ethiopie, qui fonctionnant depuis trois ans, est supprimée et remplacée par "ARTICLE 21" qui, en plus d'activités d'éducation civique, servira pour le moment comme antenne de GRAPECA en Ethiopie. Aux dernières nouvelles, les responsables de l'association rencontrent quelques difficultés à faire enregistrer le groupe comme une ASBL. Mais ceci ne l'empêchera pas de poursuivre la réalisation de ses projets tels qu'ils sont annoncés dans le document ci-joint.

b) le lancement du mensuel "ADDIS DIGEST"

La réalisation de ce projet, que nous estimons extrêmement utile dans notre travail de sensibilisation de la communauté internationale, a été rendue possible grâce aux subsides obtenus de BROEDERLIJK DELEN. Pour le moment le bulletin est publié à 500 exemplaires seulement. Il est distribué aux ONG, journalistes, aux diverses institutions de l'Union Européenne, aux responsables pour la Corne de l'Afrique dans les ministères des affaires étrangères des pays d'Europe, etc.

2. Les activités liées à la conjoncture politique

Dès qu'il est devenu clair que les organisations de l'opposition démocratique n'allaient pas participer aux élections de mai 1995 et que la période de transition allait s'achever sans accomplir sa mission, notre principal souci a été de faire en sorte que cet échec n'inaugure pas une période de confusion dans les rangs de l'opposition démocratique et pacifique. C'est dans ce contexte qu'ont été prises quelques initiatives, dont les principales étaient les suivantes :

a) Réunion de Londres entre les responsables de GRAPECA et du CFAPDE

Cette réunion qui a eu lieu du 24 au 26 février 1995 à Londres, et à laquelle

participait le Dr Beyene Petros, avait pour but de passer en revue les problèmes et les orientations possibles des partisans de la voie pacifique et notamment du CFAPDE dans la période post-électorale. Les grandes lignes d'une restructuration du CFAPDE, les moyens de combattre les tentatives de marginalisation du Conseil et les grandes orientations de l'action des forces de paix dans le pays furent débattus de façon approfondie. Afin de "clôre" à notre manière cette période de transition et d'indiquer les orientations et les thèmes des combats à venir, il était décidé de publier deux documents dont la préparation fut confiée à GRAPECA.

b) Rédaction du "Manifeste pour un nouveau départ démocratique"

Après une brève analyse historique des élections et des constitutions en Ethiopie depuis plus de 65 ans, le Manifeste dresse un constat d'échec de la période de transition. Il lance un appel à toutes les forces démocratiques du pays pour s'unir sur la base d'une plate-forme minimum préconisant la tenue d'élections libres et la promulgation d'une Constitution démocratique. Ce manifeste fut approuvé à l'unanimité par l'Assemblée Générale du CFADPE et présenté au public lors d'une conférence de presse tenue à Addis Abeba le 29 avril 1995. Un résumé du manifeste a été reproduit dans le numéro d'avril 1995 d'ADDIS DIGEST.

c) Rédaction d'une "Analyse critique de la nouvelle constitution"

Alors que le "Manifeste pour un nouveau départ démocratique" est conçu de façon à donner au public les ingrédients indispensables de toute constitution démocratique, ce deuxième document essaie de démontrer comment la nouvelle constitution rejette ces principes démocratiques et pourquoi elle constitue un danger au processus de paix en Ethiopie. Une telle analyse critique était jugée d'autant plus indispensable que la déclaration des dix huit ambassadeurs occidentaux, visant à conférer une crédibilité démocratique à cette constitution, avait fini par semer une certaine confusion dans l'esprit de beaucoup d'Ethiopiens. Ce document intitulé "Analyse critique de la Constitution du FDRPE : Pourquoi elle est stalinienne et dangereuse". a été rédigé au mois de mai et vient d'être publié (juin 1995) par la Coalition des Forces Démocratiques Ethiopiennes (COEDF) qui a accepté de couvrir les coûts de publication et de diffusion. Nous attendons une traduction en anglais dans les semaines qui viennent.

3. Le projet RADIO SELAM

Nous sommes plus que jamais convaincus de la nécessité d'une radio libre pour faire entendre la voix des forces de paix en Ethiopie. Les média gouvernementaux sont monopolisés par le Front qui dispose par ailleurs de radios libres au pays même et à l'étranger, où la station appelée SELAM RADIO émet à partir de Washington D.C. pour propager les thèses du FDRPE au sein de la communauté éthiopienne de la côté Est des Etats-Unis. Nous savons aussi que d'autres projets (une station à Los Angeles, une autre à Stockholm) sont en train de voir le jour pour la côté Ouest des Etats-Unis et pour l'Europe. Le FLO et AAPO disposent eux aussi de leurs propres stations qui sont très écoutées en Ethiopie et dans les pays voisins.

RADIO SELAM a été obligé d'interrompre ses émissions par manque de fonds. Cette interruption a été un coup dur pour les forces de paix en Ethiopie, et notamment pour le CFAPDE qui disposait d'un quart d'heure d'antenne sur l'heure d'émission que nous réalisons tous les jeudis. Nous estimons que cette interruption a été un des facteurs dans la perte de crédibilité des forces d'opposition pacifiques.

Il est évident que le coût annuel du projet (80 000 US \$) ne pourrait être supporté par la seule organisation (FPH), qui a généreusement soutenu le lancement de la radio. Par contre nous estimons qu'il serait envisageable de demander à cinq ou six ONG de partager ce coût, de façon à relancer et continuer notre projet. C'est ce que nous comptons faire dans les mois qui viennent de façon à être en mesure de recommencer nos émissions à partir de janvier 1996.

III - Les axes d'action de GRAPECA

Depuis 1991, l'action de GRAPECA s'articule autour de deux volets : accompagner et renforcer la dynamique de paix née avec la chute de la dictature de Mengistu afin d'assurer une transition pacifique vers une société démocratique et engager des actions en profondeur et à long terme en vue de construire une paix durable dans le pays. Après la création du CFAPDE en décembre 1993, nous avons pensé que GRAPECA pourrait désormais mettre l'accent sur le volet "action en profondeur" comme prévu dans le plan de paix de l'association. L'échec de la transition et la situation extrêmement dangereuse

qui prévaut aujourd'hui dans le pays nous oblige à revoir cette stratégie et à nous engager davantage dans l'action à court terme en vue de sauver ce qui peut l'être du processus de paix.

Encore une fois, les actions que nous allons mener et les initiatives que nous allons entreprendre dans les mois à venir seront dictées par la conjoncture politique dans le pays. Pour faire face aux problèmes analysés plus haut et contribuer à désamorcer la crise, nous avons choisi quelques orientations qui vont guider notre action en 1996.

1. Restaurer la crédibilité de la voie pacifique

Ce sera pour GRAPECA le défi le plus formidable dans les mois qui viennent. L'essence de l'action de GRAPECA dans le domaine politique a toujours consisté à essayer de dire aux Ethiopiens que les conflits au sein de la société peuvent être résolus par des méthodes d'action et de combat pacifiques. Cette idée, absolument nouvelle dans les moeurs politiques de ce pays, a eu ses "heures de gloire" entre les conférences de Paris et d'Addis Abeba grâce à l'intense campagne d'éducation à la paix et contre la guerre entreprise par les animateurs de GRAPECA.

La seule façon de bâtir sur les acquis de ces deux conférences était pour le CFAPDE de prendre la tête d'un vaste mouvement démocratique d'opposition pacifique au régime. Les tentatives de marginalisation dont il est victime de la part du gouvernement, des anglo-saxons et des groupes d'opposition radicaux et surtout de nombreuses erreurs commises par la direction du Conseil n'ont pas permis à ce dernier d'être à la hauteur de cette attente de la société.

La voie pacifique est aujourd'hui jugée inopérante par la vaste majorité des Ethiopiens. Le scepticisme qui prévaut est tel que les journaux indépendants en sont arrivés à se demander si CFAPDE "survivra encore un an". GOSHU, AAPO, KEFAGNE, etc., ont sauté sur l'occasion pour présenter au peuple éthiopien "une alternative à l'alternative" préconisant une autre politique et surtout d'autres méthodes de combat.

Vu les dangers que représente pour le processus de paix dans notre pays ce manque de crédibilité de la voie pacifique et la disparition éventuelle du CFAPDE, nous avons estimé qu'une des tâches principales de GRAPECA dans les mois qui viennent sera de présenter des propositions concrètes destinées à revigorer le CFAPDE. Ces propositions qui font déjà l'objet de discussions que nous avons engagées avec la direction du Conseil, celle de la COEDF et d'autres organisations politiques et professionnelles seront finalisées lors d'une

Conférence que l'association "Article 21" envisage d'organiser à Addis Abeba au mois de janvier 1996.

2. Combattre la montée de la haine ethnique : création de l'association "Peuples fraternels"

La montée de la haine ethnique délibérément attisée à des fins politiques par des extrémistes constitue le plus grand danger que doit affronter les forces de paix en Ethiopie. Il est vrai que le danger d'explosion ayant pour origine le problème ethnique n'est pas imminent. Mais avec chaque jour qui passe la haine s'accumule. De l'avis de tous les observateurs, les peuples de ce pays sont devenus "ethnic sensitive" comme ils ne l'ont jamais été dans le passé. Si rien n'est fait aujourd'hui pour contrarier cette tendance, nous estimons qu'il arrivera un moment où il sera pratiquement impossible de faire quoi que ce soit pour arrêter la marche de ce pays vers l'autodestruction.

La création du groupe "Peuples fraternels", qui n'a pu être faite cette année, sera une des priorités de l'action de GRAPECA en 1996. L'objectif de ce groupe multi-ethnique au sein duquel quelques démocrates tigréens seront ostensiblement présents, sera de tout faire pour stopper la montée de la haine et d'amorcer une dynamique de fraternisation. Il est évident qu'ici, plus que nulle part ailleurs, l'instrument de choix dont nous aurons besoin sera la radio.

3. Sensibiliser l'opinion internationale

a) Accroître la diffusion d'Addis Digest

Les échos qui nous parviennent (surtout des milieux ONG) depuis le lancement du bulletin ADDIS DIGEST sont très encourageants. Sachant que le FDRPE consacre des ressources considérables à imposer sa version concernant la situation en Ethiopie et que cette propagande vigoureuse a jusqu'ici (relayée par certains gouvernements occidentaux et ONG européennes) empêché beaucoup de gens de saisir la gravité du danger qui menace le pays, nous avons décidé d'adopter une "politique rédactionnelle" qui consiste à contrer, par des analyses critiques, cette propagande simpliste. Nous sommes persuadés que cette politique se trouve à l'origine de l'accueil favorable qu'a reçu le mensuel. Parmi les nombreux messages d'encouragement que nous avons reçus de nos lecteurs, on peut lire dans une lettre envoyée par une ONG autrichienne KFS (Bureau de cofinancement de la coopération au développement) : "...We find ADDIS DIGEST very interesting. It gives a lot of information and analysis which we would not receive through the usual channels...".

En 1996 nous envisageons non seulement d'améliorer le contenu et la présentation du Bulletin, mais aussi d'accroître considérablement sa diffusion.

b) Organiser un colloque avec quelques ONG européennes

Le succès d'ADDIS DIGEST nous a encouragé à définir une stratégie de suivi des contacts avec les ONG qui ont manifesté leur intérêt pour notre action. Les responsables de GRAPECA en Grande-Bretagne, RFA et Suède sont chargés de poursuivre et d'approfondir le dialogue avec ces ONG. Un des objectifs concrets que nous envisageons de réaliser grâce à ces nouveaux contacts sera d'organiser un colloque (deuxième semestre 1996) qui permettra un débat approfondi sur la situation en Ethiopie et une meilleure sensibilisation des ONG particulièrement intéressées par la situation dans la Corne en général et en Ethiopie en particulier.

c) Entamer une campagne "pour une diplomatie préventive en Ethiopie"

Un troisième volet de notre action sera de mener une campagne visant à persuader des ONG particulièrement intéressées par les problèmes de la paix, d'étudier avec nous des modalités d'une diplomatie préventive, visant à sauver et renforcer le processus de paix en Ethiopie. Nous avons déjà noué quelques contacts avec certaines organisations (ALERT, EARTH ACTION, L'OBSERVATOIRE EUROPEEN DES CONFLITS (organisme nouvellement créé par l'UE et présidé par Michel Rocard...)). Nous avons également approché Bernard Kouchner (président de la commission Coopération au Développement du PE) et d'autres personnalités du Parlement Européen avec lesquelles nous sommes en train d'étudier les possibilités d'organiser un "hearing" au parlement sur la situation en Ethiopie.

Annexe 1.**RAPPORT FINANCIER****(Janvier-juin 1995)**

Le total des sommes reçues sous forme de subsides était de 130 000 F, dont 100 000 F du CCFD et 30 000 F de Broederlijk Delen. En plus nous avons fait appel à nos membres et sympathisants éthiopiens qui ont récolté une somme de 7 000 US \$ (soit l'équivalent de 40 600 F), pour nous permettre de continuer notre action. Nous avons donc reçu 170 600 F.

I - Frais de personnel

Coordinateur à temps plein (5 000 x 6)	30 000 F
--	----------

II - Fonds envoyés au pays

Salaires et frais de fonctionnement (jusqu'au mois d'octobre 1995)	27 550 f
--	----------

Frais d'organisation du séminaire "Article 21" + installation de l'association	30 000 F
---	----------

III - Frais postaux, téléphone et fax	19 267 F
--	-----------------

IV - Réunions d'animateurs se trouvant à l'étranger	14 700 F
--	-----------------

V - ADDIS DIGEST

(avril, mai, juin, juillet : 5 825 F x4)	23 300 F
--	----------

VI - Frais de voyage et séjour du coordinateur et rencontre de Londres	6 366 F
---	----------------

TOTAL DES DEPENSES	151 183 F
---------------------------	------------------

Solde de l'exercice : 170 600 - 151 183 = 19 417 F.

Annexe II**BUDGET PREVISIONNEL 1996*****(en Francs français)****I - Frais de personnel**

Un coordinateur à temps plein : 7 000 F x12	84 000 F
Charges sociales	35 280 F
Frais administratifs (secrétariat, documentation, etc.) 3000 x 12	36 000 F

II - Frais de fonctionnement et d'activités en Ethiopie

350 000 F

(Voir annexe III pour les détails)

III - ADDIS DIGEST (1000 exemplaires)

- Composition (type-setting) : 1 700 x 12	20 400 F	
- Impression : 4 540 x 12	54 480 F	
- Frais postaux, fax, téléphone 600 x 12	7 200 F	
- Diffusion vers centres de distribution (Bonn, Londres, etc.) 800 x 12	9 600 F	
- Salaire correspondant à Addis Abbeba : 1 000 x 12	12 000 F	
2651+165- Divers	1 320 F	
Total budget ADDIS DIGEST		105 000 F

III - Réunion - animateurs (avril/mai 1995)

32 500 F

IV - Frais de voyage et séjour coordinateur

Rencontres avec ONG, campagne pour une diplomatie préventive) 40 000 F

V - Frais postaux, téléphone, fax : 3 000 x 12

36 000 F

TOTAL**718 780 F****Frais divers****11 220 F****TOTAL GENERAL****730 000 F**

* Le budget de RADIO SELAM et pour le colloque avec les ONG n'est pas inclus.

Annexe III**BUDGET PREVISIONNEL POUR L'ANTENNE EN ETHIOPIE****A - "Article 21"/antenne GRAPECA en Ethiopie****I - Frais de personnel**

1 Directeur/coordonateur : 1 200 x 12	14 400 F
1 assistant chargé de publication, campagne de sensibilisation : 1 000 x 12	12 000 F
1 assistante chargée de planning, programme et expansion : 1 000 x 12	12 000 F
1 secrétaire documentaliste 835 x 12	10 020 F

II - Frais de fonctionnement

- loyer 1 500 x 12	18 000 F
- Frais postaux, téléphone, fax 2 000 x 12	24 000 F
- Fournitures de bureau 1 000 x 12	12 000 F
- Déplacements et séjour en province	20 000 F

III - Financement des activités

- campagne de presse (achat d'espaces publicitaires)	18 000 F
- publication brochure de vulgarisation Déclaration Universelle des Droits de l'Homme	34 500 F
- publication brochure d'explication d'article 21 de la DUDH	34 500 F
- Organisation séminaire "Processus de paix en Ethiopie : bilan et perspectives des conférences de Paris et d'Addis Abeba sur la paix et la réconciliation en Ethiopie	53 000 F

IV - Création de l'association "Peuples fraternels"

- Organisation du séminaire "Peuples fraternels" (mars 1996)	45 000 F
- Frais d'installation et de fonctionnement (4 mois)	20 000 F
- Campagne de presse (achat d'espaces publicitaires)	18 000 F

TOTAL **345 420 F**

FRAIS DIVERS **4 580 F**

TOTAL GENERAL **350 000 F**